



LETTRE D'INFORMATION DOCUMENTAIRE



N°2022-11A
15 NOVEMBRE 2022

SOMMAIRE

SOLIDARITE, COHESION SOCIALE, ENFANCE

Aide à domicile

Délinquance

Enfance - Famille

Etablissement social et médico-social

Immigration

Insertion

Jeunes

Justice des mineurs

Pauvreté - Lutte contre les exclusions

Personnes âgées

Personnes en situation de handicap

Politiques sociales

Prévention de la radicalisation

Protection de l'enfance

Protection sociale

Travail social

Violences

AIDE A DOMICILE

La réforme des services à domicile

Actualités sociales hebdomadaires, 04/11/2022, n° 3281, p. 14-17

La loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 prévoit la transformation des services d'aide et d'accompagnement à domicile, des services de soins infirmiers à domicile et des services polyvalents d'aide et de soins à domicile en « services autonomie ». Le point sur cette restructuration du secteur du domicile qui devrait intervenir au plus tard le 30 juin 2023.

Le Monde L'aide à domicile, un secteur en quête d'argent et en manque de temps
Lemonde.fr, 03/11/2022

https://www.lemonde.fr/societe/article/2022/11/03/l-aide-a-domicile-un-secteur-en-quete-d-argent-et-en-manque-de-temps_6148330_3224.html#xtor=AL-32280270-%5Btwitter%5D-%5Bios%5D

Face à une crise de recrutement aiguë, le gouvernement multiplie les mesures financières, dont la prochaine augmentation du tarif horaire minimum de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA). Mais plus que le salaire, la question du temps d'accompagnement auprès des personnes âgées est cruciale.

DELINQUANCE

PJJ : « Délinquant n'est pas une identité en soi »

Actualités sociales hebdomadaires, 28/10/2022, n° 3280, p. 28-29

Dans « L'insertion des jeunes : question de justice ? », des professionnels de la justice et du social s'interrogent sur leurs pratiques. Pour Sonia Ollivier, éducatrice à la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ), il faut miser davantage sur l'accompagnement éducatif du mineur et ne pas oublier qu'il s'agit d'un enfant en construction.

https://www.syllepse.net/l-insertion-des-jeunes-question-de-justice--_r_61_i_921.html

ENFANCE ET FAMILLE

Accueil de la petite enfance

petitEnfance Quel (premier) bilan tirer des crèches AVIP ?
Lesprodelapetiteenfance.fr, 01/11/2022

<https://lesprodelapetiteenfance.fr/formation-droits/les-politiques>

La CNAF a publié courant septembre 2022 les résultats d'une enquête d'évaluation des crèches à vocation d'insertion professionnelle (dites Avip) conduite entre 2020 et 2021. Ses conclusions : si les crèches AVIP ont été déclinées sur le territoire de manière hétérogène, leurs effets restent néanmoins encourageants pour les publics cibles. Quelques éléments d'explication.

https://lesprodelapetiteenfance.fr/sites/default/files/essentiel_collection_evaluation_212_crèches_avip.pdf

Petite enfance - Améliorer la qualité éducative par la concertation
Actualités sociales hebdomadaires, 28/10/2022, n° 3280, p. 26-27

Face aux contraintes des financements publics, quelles sont les marges de manœuvres sur le terrain ? Cette question, qui préoccupe l'ensemble du champ social et médico-social, est au cœur de l'ouvrage de Brigitte Bonnafous. Pour cette formatrice « petite enfance » auprès de crèches publiques, associatives et privées, ayant occupé des postes de coordination et de direction, la réponse se trouve notamment dans la manière de travailler avec ses équipes. Le sujet est au cœur de son ouvrage « Management participatif et qualité éducative en crèche » (éd. Dunod, 2022). Somme d'expériences et de connaissances de l'auteure, cette publication veut démontrer, grâce à des exemples concrets, l'impact positif de l'implication des équipes dans l'organisation du travail et dans le respect de l'intérêt supérieur de l'enfant.

Les droits de l'enfant / COVELLI Fanny
Métiers de la petite enfance, 10/2022, n° 310, p. 37-38

L'enfance, et tout particulièrement la petite enfance, est une période de la vie caractérisée par une grande dépendance et donc par une réelle vulnérabilité. Pour autant, l'idée d'accorder une protection particulière aux plus jeunes n'a pas toujours été évidente. Dans l'Antiquité, ceux-ci étaient considérés comme la propriété de leur père et faisaient couramment l'objet d'infanticides et d'abandons. Bien que l'Église ait tenté de leur venir en aide, il faudra attendre la Révolution française pour que leur protection devienne peu à peu la responsabilité de l'État. La nécessité de secourir ces êtres fragiles évolue alors vers la reconnaissance de leurs besoins spécifiques, pour aboutir enfin à la mise en forme et en application de droits particuliers destinés à protéger leur bien-être et leur développement, amorçant une véritable révolution de l'éducation des enfants.

Evolution des relais petite enfance et professionnalisation / ONYSZKO Sandra
Métiers de la petite enfance, 10/2022, n° 310, p. 32-33

Avec la publication de l'ordonnance du 19 mai 2021, les relais assistantes maternelles ont changé de nom et ont vu le périmètre de leurs missions s'élargir. Auparavant principalement orientés vers l'accompagnement à la professionnalisation des assistantes maternelles, ce sont devenus des relais petite enfance, amenés dorénavant à recevoir davantage les parents et à les informer sur les différents modes d'accueil existant sur leur territoire. Dans un avis datant de mars 2022, le Conseil économique, social et environnemental préconisait d'orienter encore plus la fonction de ces structures vers celle d'un guichet unique. S'interroger quant à leur positionnement vis-à-vis des assistantes maternelles devient donc impératif.

<https://www.legifrance.gouv.fr/download/pdf?id=>

<https://www.lecese.fr/travaux-publies/vers-un-service-public-daccueil-de-la-petite-enfance>

Les émotions des tout-petits à l'école maternelle et au jardin d'enfants / DOUCET DAHLGREN
Anne-Marie, Métiers de la petite enfance, 10/2022, n° 310, p. 29-31

Le fait que de tout jeunes enfants fréquentent des lieux éducatifs extrafamiliaux a suscité l'attention de chercheurs et de professionnels de la petite enfance. Ils se sont intéressés à la prise en compte des émotions des tout-petits dans leur pratique éducative. Ce que nous avons également recherché à interroger dans le cadre d'un projet européen, à l'aide d'entretiens réalisés auprès de personnels éducatifs exerçant en jardin d'enfants ou en école maternelle.

Les repas à la crèche [Dossier] / TROCMEZ Claire
Métiers de la petite enfance, 10/2022, n° 310, p. 9-24

Au sommaire :

- Le temps du repas, des questionnements et du plaisir !
- Accompagner les parents dans le choix du lait infantile
- L'accompagnement des familles pendant la diversification alimentaire
- Les repas en EAJE, entre satisfaction des besoins, plaisir et apprentissage
- Le temps du repas en collectivité, un moment pédagogique
- Manger au restaurant de la crèche

La violence institutionnelle envers les responsables d'établissement d'accueil du jeune enfant / BELTRAN Valerie

Métiers de la petite enfance, 10/2022, n° 310, p. 26-28

Thématique de plus en plus médiatisée, la souffrance au travail dans le milieu managérial de la petite enfance demeure peu abordée. Occultée par la préoccupation du bien-être du tout-petit et, plus rarement, de celui des professionnels, la violence institutionnelle envers le personnel encadrant mériterait d'être considérée comme un sujet de santé publique, tant en raison de sa récurrence que de ses conséquences dévastatrices.

ETABLISSEMENT SOCIAL ET MEDICO-SOCIAL

Un secteur en « lente » transition

Actualités sociales hebdomadaires, 11/11/2022, n° 3282, p. 12-13

Alimentation, énergie, mobilités... Loin d'avoir généralisé des pratiques respectueuses de l'environnement, le secteur social et médico-social s'organise pour amorcer sa transition. Tour d'horizon – non exhaustif – des prémices d'un changement inéluctable.

Sous le poids de l'inflation - Des établissements pris en étau

Actualités sociales hebdomadaires, 28/10/2022, n° 3280, p. 6-10

La crise sanitaire et le conflit ukrainien font payer un lourd tribut au secteur social et médico-social. L'inflation et l'augmentation du coût des énergies menacent fortement l'équilibre budgétaire de nombreuses structures déjà fragilisées. Le déploiement de nouvelles mesures s'impose face au risque de la fermeture de services.

- « Un véritable sentiment de déclassement » ? Benoît Perez, ingénieur social

IMMIGRATION

Le Monde François Héran, professeur au Collège de France : « Le débat public sur l'immigration en France est en décalage complet par rapport aux réalités de base »

Monde (le), 12/11/2022

<https://psyzoom.blogspot.com/2022/11/francois-heran-professeur-au-college-de.html>

François Héran, professeur au Collège de France à la chaire Migrations et sociétés, rappelle, chiffres à l'appui, à quel point l'immigration est limitée, bien en deçà de la place qu'elle occupe dans l'espace public.

Projet de loi immigration : des associations demandent une réflexion interministérielle

Média social (Le), 10/11/2022

https://www.lemediasocial.fr/projet-de-loi-immigration-des-associations-demandent-une-reflexion-interministerielle_2rGc89

Alors que Gérard Darmanin et Olivier Dussopt ont défendu, le 2 novembre, dans les colonnes du Monde, leur futur projet de loi relatif à l'immigration, plusieurs associations ont adressé, le 4 novembre, une lettre ouverte à la Première ministre pour lui faire part de leur « inquiétude face à un énième projet de loi sur ce sujet ».

<https://www.gisti.org/spip.php?article6915>



Rapport semestriel du HCR sur les tendances mondiales 2022, UNHCR, 06/11/2022

<https://www.unhcr.org/fr-fr/rapport-semestriel-du-hcr-sur-les-tendances-mondiales-2022.html>

Le rapport semestriel du HCR sur les tendances mondiales 2022 analyse les changements et les tendances en matière de déplacement forcé au cours des six premiers mois de 2022. Le rapport fournit des statistiques clés sur les réfugiés, les demandeurs d'asile, les déplacés internes et les apatrides, ainsi que sur leurs principaux pays d'accueil et d'origine.



La santé des migrants [Bibliographie]

IRDES, 11/2022, 364 p.

<https://www.irdes.fr/documentation/syntheses/la-sante-des-migrants.pdf>

Quel est aujourd'hui l'état de santé des personnes résidant en France ou à l'étranger ayant vécu une migration ? Quels sont leurs modes d'accès aux soins et à la prévention, quel est leur comportement de santé ?

L'objectif de cette bibliographie est de recenser des sources d'information (ouvrages, rapports, articles scientifiques, littérature grise, sites institutionnels) sur l'ensemble de cette problématique.

Le périmètre géographique étudié concerne la France, les pays de l'Union européenne, les États-Unis, le Canada et l'Australie.

Intégration : salariés et réfugiés en binômes pour décrypter les codes de l'entreprise

Entreprise et carrières, 07/11/2022, n° 1598-1599, p. 10-11

Pour les réfugiés, trouver du travail n'est pas simple. Outre les difficultés administratives, les habitudes et les valeurs ne sont pas forcément les mêmes que dans leur pays d'origine. Une association, Kodiko, leur propose de rencontrer des salariés bénévoles pour leur permettre de faire leurs premiers pas dans le monde du travail en France.

Reportage au sein du groupe Vinci, à Tours.

La politique française d'intégration

Cahiers français, 11/2022, n° 430, p. 5-11

Pays d'immigration depuis le XIXe siècle et deuxième état européen pour les demandes d'asile, la France met en oeuvre une politique d'intégration avec pour objectif de proposer à chacun une trajectoire qui corresponde à ses besoins. Alors que la diversification des origines et des parcours des immigrants rend cette singularisation de l'intégration de plus en plus nécessaire, Didier Leschi revient dans ce texte sur les dispositifs proposés.

INSERTION

Dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, l'impact social de la crise sanitaire s'estompe plus rapidement que dans les autres territoires

Insee Focus, 27/10/2022, n° 277

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/6545558>

Avant la crise sanitaire, un habitant de quartier prioritaire de la politique de la ville sur cinq est bénéficiaire du revenu de solidarité active (RSA) et un habitant sur quatre de la prime d'activité. Les restrictions d'activité de l'année 2020 provoquent une forte augmentation du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits à Pôle emploi en catégorie A et une diminution du nombre de bénéficiaires de la prime d'activité, dans ces quartiers comme ailleurs. L'augmentation des bénéficiaires du RSA est également importante mais s'infléchit plus rapidement dans les quartiers prioritaires que dans les autres territoires au cours de l'année 2020. En 2021, le nombre de bénéficiaires du RSA retrouve son niveau d'avant-crise en quartier prioritaire plus tôt que dans les autres territoires, quels que soient la situation familiale ou l'âge des allocataires.

La mission locale et Pôle emploi font décoller le contrat d'engagement

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 07/11/2022, n° 2639, p. 50

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40289556/la-mission-locale-et-pole-emploi-font-decoller-le-contrat-d-engagement-jeune>

Dans la région de Rochefort, les équipes de la mission locale et de Pôle emploi se sont rapprochées et ont réfléchi à une offre de services commune, notamment en direction des jeunes bénéficiant du CEJ [Contrat d'engagement jeune].

JEUNES

Faire face aux décrocheurs scolaires en service civique - Le mandat bousculé de professionnels de l'accompagnement / BERNARD Pierre-Yves, HOUDEVILLE Gerald, JACOB Céline, SUAUD Charles, Agora débats/jeunesse, 2022, n° 92, p. 9-23

<https://www.cairn.info/revue-agera-debats-jeunesses-2022-3-page-9.htm>

Cette contribution s'intéresse aux professionnels d'organisations différentes (mission de lutte contre le décrochage scolaire, Unis-Cité, missions locales) intervenant auprès de jeunes sortant sans diplôme de l'enseignement secondaire et « engagés » dans un service civique. Tous ces professionnels indiquent agir différemment en fonction de la logique propre à leur organisation d'appartenance. Toutefois, les caractéristiques des jeunes concernés et le champ des relations dans lequel ces professionnels se trouvent impliqués les conduisent à déroger à ces normes héritées de leur profession.

Souffrance des jeunes et maisons des adolescents - Un programme public négocié, entre consensus et concurrence / MALINOWSKI Sylvie

Agora débats/jeunesse, 2022, n° 92, p. 25-40

<https://www.cairn.info/revue-agera-debats-jeunesses-2022-3-page-25.htm>

Cet article s'appuie sur l'analyse du discours public relatif à la souffrance des jeunes et à l'organisation de sa prise en charge dans les maisons des adolescents, pour montrer que ces dispositifs pluridisciplinaires et partenariaux, dédiés aux jeunes en souffrance âgés de 11 à 21 ans, à leur famille et aux professionnels qui interviennent auprès d'eux, ont réussi à négocier la définition de leur label et à s'imposer dans l'espace concurrentiel de l'offre de santé mentale en direction de la jeunesse.

JUSTICE DES MINEURS



Réforme de la justice pénale des mineurs : la CNAPE dresse le bilan dans le SAH, Cnape, 26/10/2022

<https://www.cnape.fr/reforme-de-la-justice-penale-des-mineurs-la-cnape-dresse-le-bilan-dans-le-sah/>

La CNAPE a toujours été favorable à une réforme de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante. Illisible et parfois obsolète dans son contenu, ce cadre normatif ne permettait plus d'apporter des réponses pénales efficaces aux enfants et aux jeunes en conflit avec la loi. L'entrée en vigueur du code de justice pénale des mineurs a permis, outre la modernisation et l'accélération de la procédure, des avancées majeures telle que la présomption de non-discernement pour les individus âgés de moins de 13 ans.

PAUVRETE

Ecologie - L'impératif : réduire les inégalités sociales

Actualités sociales hebdomadaires, 11/11/2022, n° 3282, p. 6-14

Si les personnes précaires sont en moyenne les moins contributrices aux dérèglements climatiques, elles sont aussi les plus exposées à ses conséquences. Pour éviter de creuser davantage les inégalités, le travail social doit penser la transition avec ses usagers.

- Au Champ de la croix, l'environnement au service de la pédagogie

- Un secteur en « lente » transition

- « S'engager dans la réduction de son empreinte », Dominique Grandgeorge livre des pistes pour amorcer une transition écologique globale.

<https://www.pactedupouvoirdevivre.fr/>



Égalité des chances - Vers un système éducatif plus vertueux pour renforcer l'égalité des chances des plus modestes, CNLE, 06/2022, 46 p.

https://cnle.gouv.fr/IMG/pdf/avis_egalite_des_chances_v2_cm_11_2022.pdf

Dans le cadre des travaux du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, l'égalité des chances est traitée selon l'angle de la lutte contre les inégalités à la fois sociales et territoriales. Les deux phénomènes étant souvent cumulées qui altèrent les chances des personnes en situation de pauvreté de sortir de cette situation, les assignant à la pauvreté et à une reproduction générationnelle.

Dans cet Avis, le groupe de travail a fait le choix, à la demande en particulier des membres du collège des personnes en situation de précarité, dit 5e collège du CNLE, de se concentrer sur l'enjeu des apprentissages et de l'éducation des enfants et des jeunes dans le cadre du milieu scolaire ; il a ciblé ses recommandations vers la lutte contre les inégalités constatées dès le premier âge et tout au long de la scolarité, en matière d'acquisition des apprentissages, d'accès aux soins ou dans le suivi du parcours de santé des enfants et des jeunes

Un "Pacte des solidarités" pour reconduire la lutte contre la pauvreté Média social (Le), 03/11/2022

Au terme de la "Stratégie" de lutte contre la pauvreté 2018-2022, le gouvernement annonce une concertation de deux mois, avec les collectivités et les associations, pour construire la politique de ce quinquennat – en visant également la grande exclusion et la transition écologique.

<https://www.vie-publique.fr/discours/286997-conseil-des-ministres-02112022-bilan-de-la-strategie-pauvrete>

Faut-il mettre en place un revenu minimum pour les jeunes ? / DAMON Julien, ISSEHNANE Sabina, Cahiers français, 11/2022, n° 430, p. 103-111

En France, le revenu de solidarité active (RSA) n'est ouvert qu'aux personnes âgées de 25 ans au moins. Qu'en est-il pour les jeunes à partir de 18 ans ? A la suite de la pandémie de Covid-19, dont les conséquences ont été particulièrement difficiles pour les 18-24 ans, Sabina Issehnane et Julien Damon échangent autour des solutions possibles pour soutenir les jeunes.

<https://www.vie-publique.fr/rapport/279320-strategie-nationale-de-prevention-et-de-lutte-contre-la-pauvrete-2021>

Un dispositif d'accueil médical soigne des sans domicile fixe et les aide à se réinsérer Gazette des communes, des départements, des régions (la), 31/10/2022, n° 2638, p. 48-49

<https://www.lagazettedescommunes.com/833332/un-dispositif-daccueil-medical-soigne-des-sans-domicile-fixe-et-les-aide-a-se-reinserer/>

A Grenoble, des lits halte soins santé et d'accueil médicalisés offrent hébergement, accompagnement et soins aux personnes vivant dans la rue.

Ces dispositifs gérés par le centre communal d'action sociale s'adressent à des personnes qui ont besoin de soins réguliers ou sont atteints de pathologies graves. Des soignants prennent en charge les soins des patients. Des travailleurs sociaux les accompagnent dans l'obtention de leurs droits et leur insertion.

Le revenu de solidarité active

Actualités sociales hebdomadaires, 11/11/2022, n° 3282, p. 18-24

Les critères de participation à l'expérimentation de la recentralisation du revenu de solidarité active ont été fixés par un décret du 26 octobre dernier. Présentation des expérimentations en cours ou annoncées ainsi que des règles actuelles attachées au dispositif.

En Essonne, une équipe mobile à la rencontre des gens du voyage

Actualités sociales hebdomadaires, 28/10/2022, n° 3280, p. 22-25

Depuis 2019, le P'tit Voyageur sillonne le département de l'Essonne pour aller à la rencontre des gens du voyage les plus précaires. Objectif : ramener vers le droit commun ces populations marginales souvent éloignées du système et en situation de grande fragilité.

PERSONNES AGEES

Autonomie : la CNSA souhaite mieux coopérer avec les ARS et les départements

Média social (Le), 04/11/2022

https://www.lemediasocial.fr/autonomie-la-cnsa-souhaite-mieux-cooperer-avec-les-ars-et-les-departements_8ytRNd

La Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) va proposer aux agences régionales de santé (ARS) et aux conseils départementaux un nouveau cadre de coopération. Elle penche pour la mise en place d'instances territoriales de l'autonomie.

[Commission des affaires sociales : compte rendu de la semaine du 24 octobre 2022 \(senat.fr\)](#)

Jean-Christophe Combe attend un consensus parlementaire et sociétal sur le vieillissement

Hospimedia, 27/10/2022

<https://abonnes.hospimedia.fr/articles/20221026-politique-de-sante-jean-christophe-combe-attend-un>

Dans la foulée du lancement de la fabrique du bien vieillir, le ministre des Solidarités, de l'Autonomie et des Personnes handicapées multiplie les interventions publiques pour défendre sa vision et ses différents travaux.

<https://www.youtube.com/c/lescontrepoinstdelasante>

<https://www.hospimedia.fr/actualite/articles/20221012-politique-de-sante-la-fabrique-du-bien-vieillir>

Ehpad

Podcast - Vieillesse : et si on transformait les Ehpad en tiers lieux ?

Fondation Jean Jaurès, 24/10/2022, 4.40

<https://www.jean-jaures.org/videos-podcasts/vieillesse-et-si-on-transformait-les-ehpad-en-tiers-lieux>

La crise liée à la Covid-19 et le scandale d'Orpéa ont mis en lumière les conditions de vie terribles de personnes âgées dans certaines maisons de retraite. Comment réinventer ces lieux et les sortir de l'isolement ? La philosophe Gabrielle Halpern propose de les ouvrir en les transformant en espaces d'échanges, d'apprentissage, de vie : bref, en tiers-lieux. Elle évoque sa réflexion dans cet entretien avec Roman Bornstein, responsable de projets à la Fondation Jean-Jaurès.

Le psychologue clinicien en Ehpad : pas de "Pas de mais, de si, ni de et" ! / VAILLANT CISZEWICZ Anne-Julie, BONIN GUILLAUME Sylvie, LANTERMINO Laura, QUIN Cassandre, CUNI Alice, GUERIN Olivier

Revue de gériatrie, 09/2022, n° 7, p. 325-327

Le rôle du psychologue clinicien en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) est encore trop peu connu. Il est important de rappeler que seule une formation universitaire professionnalisante en psychologie du vieillissement (master ou diplôme universitaire) permet d'acquérir les compétences nécessaires pour exercer en Ehpad. Les missions centrales du psychologue s'exercent auprès des résidents, des soignants ainsi que des familles. Cet article permet de combattre les représentations ou les incompréhensions autour de la fonction de psychologue en Ehpad.

Les robots sociaux posent des questions éthiques

Géroscopie pour les décideurs en Gérontologie, 11/2022, n° 144, p. 26

Le recours à des robots dits sociaux qui stimulent des interactions sociales, sous forme parfois humanoïde ou animale, peut-être utile, notamment comme outil de médiation et de stimulation ludique. A condition de respecter un cadre précis.

Quelle place pour les robots sociaux en gériatrie ?

Géroscopie pour les décideurs en Gérontologie, 11/2022, n° 144, p. 24-25

Les salons et rencontres autour des nouvelles technologies destinées au très grand âge se multiplient. On mesure aisément les potentialités économiques de ce secteur, mais aussi les perspectives d'accompagnement des personnes qu'elles proposent, pour leur permettre de conserver leur autonomie, compenser des déficiences, soulager les professionnels comme les aidants familiaux.

La distribution de médicaments [Dossier]

Géroscopie pour les décideurs en Gérontologie, 11/2022, n° 144, p. 16-23

Au sommaire :

- Ehpad - Sécurisation du circuit du médicament : l'objectif des 5 B
- robotisation - PDA : à Itteville (Essonne), c'est déjà demain
- Témoignage- EPHAD - Nouveau métier - Un IPA vigie des risques de la polymédication
- Prise en charge médicamenteuse - Sécurisation : un outil d'autodiagnostic de l'Anap
- Solution numérique innovante - Risque iatrogène : Posos expérimenté dans 14 Ehpad

Logement

Les atouts de l'âge en résidences autonomie - Rapport d'activité 2021

Mutualité française, 2022, 12 p

<http://www.gie-impa.fr/actualites-et-documentation/documents/les-atouts-de-l-age/393-gie-impa-rapport-d-activite-atout-de-l-age/file.html>

La CARSAT BFC, les Caisses Régionales MSA de Bourgogne et de Franche-Comté, la Mutualité Française Bourgogne-Franche-Comté et le Gie IMPA ont mis en commun leurs expériences et leurs compétences pour proposer des ateliers de prévention, à destination de vos séniors en résidence autonomie : « Les Atouts de l'âge ».

Animé par des professionnels de la santé et de la prévention (gériatre, pharmacien, nutritionniste, psychologue etc.), ce programme d'actions aux thématiques variées respecte les référentiels nationaux qui en garantissent le sérieux et font l'objet d'une évaluation annuelle. Les ateliers proposés visent à maintenir ou à entretenir les facultés sensorielles, motrices et psychiques et à promouvoir les comportements de nature à prévenir la perte d'autonomie des résidents. Leur impact est scientifiquement prouvé.

PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Comprendre le handicap pour mieux l'accompagner

Handéo, 2022, 52 p.

<https://www.handeo.fr/sites/default/files/2022-11/>

Ce guide est issu d'une recherche action-collaborative de Handéo sur "les conditions sociales de l'accompagnement à domicile des personnes polyhandicapées et du soutien de leur proche aidant" (Blondel et Delzescaux, 2019). Il a été construit en concertation avec un Comité de rédaction associant des professionnels de terrain et des représentants des familles et des personnes polyhandicapées. Ce guide vous permettra de mieux connaître la complexité du polyhandicap et les problématiques auxquelles les familles font face. A visée pédagogique, ce guide a pour objectif de fournir des repères, orientations et pistes d'actions aux intervenants à domicile qui accompagnent des personnes polyhandicapées afin de renforcer la qualité de leur accompagnement.



Logement et handicap : nos solutions d'habitat adapté aux besoins spécifiques des personnes en situation de handicap - Une démarche volontariste du groupe CDC Habitat Handeo, 2022

<https://groupe-cdc-habitat.com/actualites/cdc-habitat-publie-un-guide-logement-handicap-pour-ameliorer-la-prise-en-charge-des-locataires/?idU=1>

Accompagnement social, adaptation des logements, développement de résidences spécifiques et de logement inclusif... Le groupe CDC Habitat présente ses solutions pour améliorer l'habitat des personnes en situation de handicap dans un guide pratique.

Enfants handicapés : la Cnape veut créer des plateformes ressources Média social (Le), 04/11/2022

Face au mouvement de désinstitutionnalisation, la Cnape propose la création de plateformes ressources permettant de sortir d'une logique de prise en charge des enfants handicapés pour "aller vers un accompagnement co-construit". Elle avance 18 propositions en ce sens.

<https://www.cnape.fr/plateformes-ressources-la-cnape-emet-18-recommandations-pour-une-inclusion-respectueuse-des-besoins/>

Une enquête objective la double vulnérabilité des femmes en situation de handicap Hospimedia, 09/11/2022

<https://abonnes.hospimedia.fr/articles/20221109-societe-une-enquete-objective-la-double-vulnerabilite-des>

Une femme handicapée sur cinq déclare avoir subi un viol. Près d'une sur quatre aurait été victime de violences conjugales et au travail, une sur deux aurait été victime de brimades ou de moqueries. Après sondage, Ladapt lance un cri d'alarme.

Troubles psychiques - Avec Jeff, « t'es pas tout seul » Actualités sociales hebdomadaires, 04/11/2022, n° 3281, p. 20-25

Fondée en 2018 à Strasbourg, l'association Jeff met en relation des personnes atteintes de troubles psychiques avec des pairs-aidants dont les symptômes sont stabilisés. Une opportunité pour les uns de se reconstruire et, pour les autres, de reprendre une activité professionnelle que la maladie a interrompue.

<https://www.associationjeff.fr/>

Une MAS hors les murs : l'accompagnement autrement Actualités sociales hebdomadaires, 11/11/2022, n° 3282, p. 40

A Marcq-en-Barœul, la maison d'accueil spécialisée (MAS) La Gerlotte, a lancé au printemps un dispositif de prise en charge à domicile afin de mieux s'adapter aux besoins des personnes en situation de handicap.

De travailleurs en situation de handicap à co-formateurs Actualités sociales hebdomadaires, 11/11/2022, n° 3282, p. 32-33

L'Adapei Papillons Blancs d'Alsace mène depuis 2020, au sein de son centre de formation Etapes et avec l'appui d'un collectif d'organismes spécialisés de l'Unapei, un programme pilote de coformation auprès de quatre volontaires en situation de handicap. Rédiger des documents avec la méthode « Facile à lire et à comprendre » (Falc), sensibiliser aux enjeux de l'autodétermination ou à celui du conseil de la vie sociale : chaque co-formateur intervient auprès des entreprises, des travailleurs sociaux ou des spécialistes de la petite enfance, en binôme avec un formateur chevronné. Une démarche professionnalisante qui s'inscrit dans une philosophie de l'autoreprésentation. Alexandra Caspar est cheffe de service au centre de formation Etapes et Maëva Gross est co-formatrice depuis mars dernier.

POLITIQUES SOCIALES

L'aide sociale conditionnée à un comportement civil, un refus net du Conseil d'État / RIHAL Hervé, Actualité Juridique. Droit Administratif, 31/10/2022, n° 36/2022, p. 2067-2070

Saisi d'une délibération d'un centre communal d'action sociale par une association militant pour la défense des droits de l'homme, le juge, constatant l'atteinte portée aux libertés publiques, admet la recevabilité du recours et suspend la délibération. Cet arrêt constitue un avertissement pour tous les maires tentés d'assortir le bénéfice des aides sociales d'autres conditions que celles liées aux besoins.

[Conseil d'Etat, 24 juin 2022, Ligue des droits de l'homme, n° 454799](#)

PREVENTION DE LA RADICALISATION

La radicalisation - Quelles perspectives cliniques ? [Dossier]

Journal des psychologues (le), 11/2022, n° 401, p. 28-60

<https://www.cairn.info/revue-le-journal-des-psychologues-2022-9.htm>

Au sommaire :

- Présentation
- Après la tempête, que nous apprend la radicalisation sur nos sociétés ?
- La question de la « déradicalisation » : approche psychodynamique
- Clinique des sujets radicalisés en milieu carcéral
- Processus de radicalisation et difficulté du soin
- Le retour des enfants de pays en zones de guerre : modalités d'accueil et prises en charge thérapeutiques
- Radicalisation de l'ancestralité chez des adolescents soldats
- Bibliographie

PROTECTION DE L'ENFANCE



L'enfant victime de violences conjugales : une progressive reconnaissance
Onpe.gouv.fr, 10/2022, n° 10, 4 p.

https://onpe.gouv.fr/system/files/publication/bos_10web.pdf

Le regard porté sur les enfants exposés aux violences conjugales s'inscrit dans la continuité d'une plus grande attention accordée aux femmes victimes et à l'exercice de la parentalité dans ces contextes. Alors que les enfants ont été longtemps invisibilisés, le droit et la recherche reconnaissent désormais que les violences conjugales les mettent en danger. Des statistiques commencent aussi à être produites sur le sujet et les pratiques professionnelles sont appelées à évoluer pour

mieux répondre aux besoins des enfants victimes. Ce numéro se propose d'aborder la place de l'enfant sous ces différents prismes.

Royaume-Uni : un « guide » contre les violences sexuelles à l'école

Ash.tm.fr, 10/11/2022

<https://www.ash.tm.fr/hebdo/3281/vu-dailleurs/royaume-uni-un-guide-contre-les-violences-sexuelles-a-lecole-709608.php>

Un centre de recherche britannique, composé d'une équipe pluridisciplinaire et financé par le ministère de l'Intérieur, ambitionne d'aider les travailleurs sociaux à faire face aux violences perpétrées par des enfants et des adolescents en milieu scolaire.

<https://www.csacentre.org.uk/knowledge-in-practice/practice-improvement/communicating-with-children-guide/>



Des espaces pour favoriser le lien entre les parents et leurs enfants : les Laep en 2018 - Résultats d'étude quantitative / CNAF

E-ssentiel (L'), 2022, n° 213, 4 p

https://www.caf.fr/sites/default/files/medias/cnaf/Nous_connaitre

Les lieux d'accueil enfants parents (Laep) ont pour mission d'accompagner le jeune enfant dans son parcours de vie en privilégiant l'écoute et l'échange avec les parents. Ces accueils favorisent le lien entre les parents et les jeunes enfants, la vie en collectivité, le partage d'expériences entre les familles. Ces lieux permettent la rencontre avec des accueillants et sont destinés aux parents ayant des enfants de 0

à 6 ans. Pour la première fois en 2020, la Caisse nationale des Allocations familiales (Cnaf) a conduit une enquête pour recueillir les données d'activité de ces structures en 2018. 1 669 Laep sont financés par les Caisses d'allocations familiales (Caf) en 2018. Ils sont ouverts en moyenne deux fois par semaine. Leur activité est axée en priorité sur l'accueil du public et la création d'un espace d'échange et de convivialité. Un Laep accueille en moyenne sept familles par séance et 245 personnes au cours de l'année. On estime qu'environ quatre familles ayant un jeune enfant sur cent ont fréquenté ce type de structure. Les équipes accueillantes sont composées essentiellement d'éducateurs de jeunes enfants. 83 % sont salariés et 17 % sont bénévoles..

Le gouvernement lance une mission d'inspection sur les pratiques illicites dans l'adoption internationale en France, 08/11/2022

<https://enfance.gouv.fr/le-gouvernement-lance-une-mission-dinspection-sur-les-pratiques-illicites-dans-ladoption>

La ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Mme Catherine Colonna, le Garde des sceaux, ministre de la justice, M. Eric Dupond-Moretti et la secrétaire d'Etat auprès de la Première ministre chargée de l'enfance, Mme Charlotte Caubel, ont décidé de saisir l'Inspection générale des affaires étrangères (IGAE), l'Inspection générale de la Justice (IGJ) et l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) sur les pratiques illicites en matière d'adoption internationale.

Approche clinique

Le TSPT chez l'enfant et l'adolescent, Cn2r, 2022

https://cn2r.fr/wp-content/uploads/2022/11/Fiche_TSPT_complexe_enfants.pdf

Comment le trouble de stress post-traumatique complexe (trauma à répétition) affecte-t-il le développement d'un enfant ? Fiche réalisée par le Centre national de ressources et de résilience.

<https://cn2r.fr/ressources/enfants-et-adolescents/>

Métiers

Du risque traumatique à la satisfaction de compassion chez les éducateurs / VIRAT Maël Cahiers dynamiques (les), 2022, n° 80, p. 66-76

<https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-dynamiques-2022-2-page-66.htm>

Le travail à la Protection judiciaire de la jeunesse (pjj) et, plus globalement, en protection de l'enfance, implique des interactions fréquentes avec des personnes qui font face à de nombreuses difficultés et vivent des expériences traumatiques. À cela s'ajoute également un risque important de subir des agressions (verbales et physiques) ou d'en être le témoin. Quelles peuvent être les conséquences sur les professionnel·le·s ? Comment réduire les facteurs de risque traumatique ? Et si l'une des clés principales de compréhension se trouvait dans l'analyse du processus de fatigue, mais aussi de satisfaction et de compassion ?

Rendre dicible et lisible le milieu ouvert / MAITROT Audrey, SEVERAC Nadège
Actualités sociales hebdomadaires, 11/11/2022, n° 3282, p. 38-39

Audrey Maitrot, éducatrice spécialisée, et Nadège Séverac, chercheuse associée au Cerlis et sociologue de la famille, regrettent le manque d'expression des travailleurs sociaux sur leurs spécificités et leurs compétences, notamment dans le champ de l'accompagnement en milieu ouvert.

« Travailleurs sociaux du milieu ouvert : et si on parlait de nos compétences ? » – Journée d'étude organisée à Dijon le 22 novembre 2022 par le Cnaemo, en partenariat avec l'Irtess de Bourgogne.

Mineurs non accompagnés

Usages de drogues et conditions de vie et trajectoires des "mineurs non accompagnés"
Observatoire français des drogues et des toxicomanies, 10/2022, 20 p

<https://www.ofdt.fr/BDD/publications/docs/eisxgcg2ca.pdf>

Cette note fait le point sur le statut administratif des mineurs non accompagnés avant de s'intéresser aux usages de drogues observés chez cette population depuis 2016.

Mineures non accompagnées - Une maison-refuge le temps d'un recours
Actualités sociales hebdomadaires, 11/11/2022, n° 3282, p. 28-31

A Bobigny, la structure Women's House s'est donné pour objectif d'accueillir les filles mineures non accompagnées en recours pour faire reconnaître leur minorité auprès du juge pour enfants. Âgées de 15 à 17 ans, elles sont sept, dont une adolescente enceinte, à y avoir trouvé un toit le temps que dure la procédure.

<https://basta.media/mineures-isolees-une-maison-refuge-womens-house-Utopia56-Medecins-sans-frontiere>

La parole au cœur de l'institution / MICHEL SPIESSER Maëla, TERRIEN Gaëlle
Actualités sociales hebdomadaires, 04/11/2022, n° 3281, p. 30-31

Recueillir les mots des personnes accompagnées revêt une importance considérable dans la relation éducative. Pour en saisir toutes les nuances, deux psychologues ont mené des entretiens auprès de professionnels du champ de la protection de l'enfance.

Placement



Participation des enfants et des jeunes. « Avoir le sentiment d'être quelqu'un », Cahiers de SOS villages d'enfants (les), 10/2022, n° 11, 88 p.

<https://www.sosve.org/publication/le-cahier-sos-n11/>

Co-écrit avec une quinzaine d'enfants et de jeunes des villages SOS, ce Cahier s'inscrit dans le cadre du projet "Participez !", né il y a deux ans au sein de SOS Villages d'Enfants, avec la volonté d'approfondir la question de l'effectivité de la participation des enfants et des jeunes accueillis en protection de l'enfance dans leurs différents espaces de vie (en établissement, à l'école, etc.) mais aussi dans leur contribution à la vie publique et politique.

La CEDH condamne la France pour n'avoir pas protégé une enfant placée
Média social (Le), 04/11/2022

L'État français a été condamné pour n'avoir pas protégé une enfant placée dans une famille d'accueil où elle a subi des abus sexuels et été élevée selon le culte des Témoins de Jéhovah, malgré la clause de neutralité que les accueillants avaient signée.

<https://juricaf.org/arret/CONSEILDELEUROPE-COUREUROPEENNEDES DroitsDELHOMME-20221103-001220455>

“Les origines des enfants placés régulièrement convoqués”

Actualités sociales hebdomadaires, 04/11/2022, n° 3281, p. 26-27

Dans son livre « [A l'épreuve du placement](#) » la sociologue Sarra Chaïeb revient sur les débats historiques et actuels qui traversent la protection de l'enfance dans son rapport aux populations issues des minorités. Elle montre que l'institution continue d'être le lieu de construction des origines des enfants, à condition d'éviter les assignations systématiques qui laissent peu de place à la multiplicité des références.

Dans l'Allier, la parole est aux enfants placés

Actualités sociales hebdomadaires, 04/11/2022, n° 3281, p. 32

Dans le département de l'Allier, le Haut Conseil aux enfants confiés permet aux jeunes accompagnés par l'aide sociale à l'enfance (ASE) de faire remonter leur parole jusqu'à l'oreille des décisionnaires politiques.

Santé

Suicide - La protection de l'enfance ébranlée

Actualités sociales hebdomadaires, 04/11/2022, n° 3281, p. 6-11

Particulièrement fragilisés par leur parcours familial, les jeunes confiés à l'aide sociale à l'enfance font partie des populations à risque suicidaire. Pourtant, la prise en compte de cette problématique reste aléatoire, même si des formations spécifiques pour les professionnels commenceront à se mettre en place en 2023.

- Une Mecs à l'épreuve des passages à l'acte : expérience en Vendée
- « Des possibilités de prévention bridées », Charles-Edouard Notredame

PROTECTION SOCIALE

Bientôt la retraite à 70 ans ? / ZEMMOUR Michael

Monde diplomatique (le), 11/2022, n° 824, p. 1 et 16

Fin 2019, la mobilisation contre la réforme des retraites avait relayé celle des "gilets jaunes". En sera-t-il de même fin 2022, après que l'automne a été marqué par des grèves dans les raffineries et certains services publics pour obtenir des augmentations salariales ? Les premières annonces du gouvernement suggèrent des mesures qui accélèreraient la baisse du montant des pensions.

TRAVAIL SOCIAL

Rendre dicible et lisible le milieu ouvert / MAITROT Audrey, SEVERAC Nadège

Actualités sociales hebdomadaires, 11/11/2022, n° 3282, p. 38-39

Audrey Maitrot, éducatrice spécialisée, et Nadège Séverac, chercheuse associée au Cerlis et sociologue de la famille, regrettent le manque d'expression des travailleurs sociaux sur leurs spécificités et leurs compétences, notamment dans le champ de l'accompagnement en milieu ouvert.

« S'engager dans la réduction de son empreinte »

Actualités sociales hebdomadaires, 11/11/2022, n° 3282, p. 14

Auteur et consultant spécialisé dans la transition écologique des établissements sanitaires et médico-sociaux, Dominique Grandgeorge livre des pistes pour amorcer une transition écologique globale.

VIOLENCES

Royaume-Uni : un « guide » contre les violences sexuelles à l'école

Ash.tm.fr, 10/11/2022

<https://www.ash.tm.fr/hebdo/3281/vu-dailleurs/royaume-uni-un-guide-contre-les-violences-sexuelles-a-lecole-709608.php>

Un centre de recherche britannique, composé d'une équipe pluridisciplinaire et financé par le ministère de l'Intérieur, ambitionne d'aider les travailleurs sociaux à faire face aux violences perpétrées par des enfants et des adolescents en milieu scolaire.

<https://www.csacentre.org.uk/knowledge-in-practice/practice-improvement/communicating-with-children-guide/>

Violences sexuelles - Prendre en charge les auteurs déficients intellectuels

Actualités sociales hebdomadaires, 04/11/2022, n° 3281, p. 24-25

Comment traiter les agresseurs sexuels présentant un handicap intellectuel ? Alors que la loi du 17 juin 1998 a institué l'injonction de soins, le sujet s'est imposé au sein de l'unité régionale de soins aux auteurs de violences sexuelles (Ursavs). Adossée au centre hospitalier universitaire de Lille, cette structure a développé une formation spécifique, centrée sur les liens entre déficiences intellectuelles et abus sexuels. Formatrices, l'infirmière psychiatrique Christelle Pot et la psychologue clinicienne Delphine Dieulle insistent sur la nécessité, pour prévenir de tels actes, de mieux en comprendre les causes.

<https://www.chu-lille.fr/services/ursavs/>

Violences conjugales



L'enfant victime de violences conjugales : une progressive reconnaissance Onpe.gov.fr, 10/2022, n° 10, 4 p.

https://onpe.gov.fr/system/files/publication/bos_10web.pdf

Le regard porté sur les enfants exposés aux violences conjugales s'inscrit dans la continuité d'une plus grande attention accordée aux femmes victimes et à l'exercice de la parentalité dans ces contextes. Alors que les enfants ont été longtemps invisibilisés, le droit et la recherche reconnaissent désormais que les violences conjugales les mettent en danger. Des statistiques commencent aussi à être produites sur le sujet et les pratiques professionnelles sont appelées à évoluer pour

mieux répondre aux besoins des enfants victimes. Ce numéro se propose d'aborder la place de l'enfant sous ces différents prismes.

En gendarmerie, seules 24 % des victimes de violences conjugales voient un intervenant social, Média social (Le), 07/11/2022

Dans un rapport d'inspection générale, les victimes de violences conjugales se montrent plutôt satisfaites de leur accueil en gendarmerie. Des progrès restent à faire pour les mettre en contact avec les intervenants sociaux.

Accès aux deux rapports :

<https://www.vie-publique.fr/sites/default/files/rapport/pdf/286846.pdf>

<https://www.vie-publique.fr/rapport/286850-qualite-de-l-accueil-des-victimes-dans-les-services-de-police-2021>

"Je vais me tuer à cause de lui" - Violences conjugales

Libération, 03/11/2022, p. 1-5

Elles sont plus de 200 femmes à se donner la mort chaque année en France après avoir subi des violences psychologiques de la part de leur conjoint ou de leur ex. Malgré une reconnaissance législative des «suicides forcés», ces récits peinent à être entendus. «Libération» redonne un nom et une histoire à trois femmes victimes.

Violence(s) en établissements : les professionnels en première ligne
Actualités sociales hebdomadaires, 10/2022, n° 22, 41 p.

<https://boutique.ash.tm.fr/achat-au-numero/horsseries-ash/violences-en-etablissements-les-professionnels-en-premiere-ligne>

Un usager qui s'automutile, deux résidents qui en viennent aux mains ou encore un autre donnant des coups de poing au professionnel qu'il côtoie tous les jours. Autant de situations vécues par des personnels souvent démunis et déstabilisés. La violence au travail n'est pas nouvelle pour les équipes encadrant des personnes âgées ou en situation de handicap. Les faits sont recensés depuis 2005 par l'Observatoire national des violences en santé qui observe une constante : la quasi-absence de judiciarisation des faits et une complexité des causes (p. 4-5). Pathologies, addictions, refus de soins, environnement inadapté, équipes restreintes ; les raisons sont nombreuses et difficiles à expliquer. Savoir exposer les maux vécus sur son lieu de travail constitue la première étape. Agressivité ou violence ? Pour adopter la bonne posture, les professionnels doivent pouvoir les différencier. Mais encore faut-il parvenir à prendre du recul. L'agressivité peut être un moyen d'expression pour des personnes qui ne peuvent pas ou plus s'exprimer. Elle peut aussi être la conséquence d'un manque d'adaptation, une réaction face à une attitude vécue comme une agression. La question est de savoir comment ne pas mettre en échec une personne vulnérable dans un quotidien parsemé d'obstacles : manque de personnels, de temps, et parfois de compétences.